

Les élu.e.s de Guyane La 1^{re} solidaires avec le personnel de Malakoff La 1^{re}

guyane ● 1

Les élu.e.s du CSE de Guyane la 1^{re}, avec le soutien des organisations syndicales représentatives, soutiennent la nouvelle grève organisée ce mercredi 25 juin 2025 par le personnel de Malakoff en plein déménagement vers le siège de France Télévisions. Nous l'avons dit en déclaration préalable hier matin lors de notre CSE d'établissement.

Ce bouleversement impacte la vie de bon nombre de salariés qui subissent ce remue-ménage dans un environnement contraint. Ils luttent depuis plusieurs mois pour obtenir les moyens humains et matériels adéquats afin d'exercer leurs activités, notamment au profit des établissements ultramarins répartis sur trois océans.

Les collègues jouent un véritable rôle d'agence pour nos stations et contribuent pleinement à des programmes diffusés au national pour mieux faire connaître nos régions. Impliqués au quotidien, les salariés valorisent le travail des originaires ultramarins dans l'hexagone et accompagnent les activités des personnalités (sportives, culturelles, politiques, éducatives) de nos territoires en déplacement en France hexagonale.

Pour continuer ce travail attendu dans les stations et par les chaînes nationales pour les différents publics (souvenez-vous du pacte de visibilité), les salariés de Malakoff réclament entre autres :

« Le maintien de la diffusion quotidienne des éditions de la rédaction du pôle Outre-mer pour les autres chaînes de l'entreprise, le respect des engagements pris par la direction dans le protocole signé le 9 mai 2025 avec la CGT, la CFDT et le SNJ », et surtout « un plan d'action pour stabiliser, renforcer et améliorer l'organisation et le fonctionnement de la fabrication et la rédaction ».



Eu égard aux revendications des salariés de Malakoff, nous craignons les conséquences de l'impact du projet CAMPUS sur les stations d'outre-mer. À cet effet, nous demandons le suivi dans le cadre de la commission Outre-mer du CSE Central de l'évolution du déménagement, de l'impact sur la santé, les conditions et la qualité de vie au travail des salariés, les équipements adéquats qui seront mis à la disposition des professionnels et de tout projet de restructuration de Malakoff.

Nous confirmons, une nouvelle fois dans cette instance représentative dans l'ensemble de France Télévisions, notre solidarité aux collègues de Malakoff, et demandons à la direction de France Télévisions de tout mettre en œuvre pour répondre favorablement à leurs besoins dans les meilleurs délais.

Les élu.e.s et les représentant.e.s des organisations syndicales SNJ, UNSA et UTG de Guyane La 1^{re} restent en alerte et continueront à suivre l'évolution du dossier.

Les organisations syndicales nationales SNJ et CFDT se sont associées à la déclaration en CSE central.